



## Paix, sécurité et démocratie

Cher camarade Mohamed Bazoum ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères

Chers camarades membres du présidium de IS,

Cher camarade Luis Ayala, SG de l'IS,

Chers camarades et amis,

Plus qu'un slogan, le tryptique – **paix, sécurité et démocratie** – qui est au centre de nos échanges aujourd'hui - figure une triple exigence - que nos sociétés africaines confrontées au défi des conflits de nature diverse et à celui du déficit de démocratie se doivent de réaliser simultanément.

Pendant longtemps, on a pensé que le plus grand défi de l'Afrique, après celui du développement, était la démocratie tant le continent constituait un terreau fertile pour les dictatures.

Puis avec l'évolution qui, dans le prolongement de la brèche ouverte par l'effondrement du bloc soviétique symbolisé par la chute du Mur de Berlin, a conduit à l'enclenchement des processus démocratiques dans plusieurs pays africains, on s'est vite rendu compte que la démocratie ne pouvait s'enraciner que dans un environnement dans lequel prévalent paix et sécurité.

La paix suppose que les Etats vivent en bons termes entre eux et acceptent d'exclure – dans tous les cas – le recours à la force comme moyen de règlement de différends qui peuvent éventuellement les opposer.

La sécurité, elle, est une notion plus complexe car, revêtant plusieurs dimensions, elle ne saurait être réduite à la limitation, voire

la suppression des seuls risques d'agression contre les personnes ou les biens.

Dans une perspective plus ambitieuse, inaugurée ces dernières décennies par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), sous le vocable de sécurité humaine, la sécurité, ce n'est ni plus ni moins que le processus qui permet aux individus et, on pourrait ajouter aux nations, « d'exercer leurs choix librement et sans risques ».

Elle embrasse à la fois la sécurité de l'Etat – laquelle peut être affectée par une guerre avec un autre Etat mais aussi et de plus en plus par des conflits intra-étatiques (conflits avec des groupements terroristes ou des mouvements rebelles...) où des troubles civils,- la sécurité des personnes - sécurité juridique menacée par l'arbitraire et les voies de fait, sécurité économique menacée par la pauvreté et le chômage – et la sécurité environnementale – (qui doit être préservée à l'échelle mondiale) menacée par la sécheresse, les changements climatiques, les pollutions et atteintes diverses à l'environnement.

Cette approche de la sécurité a le double mérite d'éclairer l'interdépendance entre les notions de démocratie, de paix et de développement et de nous engager aussi à mener le combat pour la liberté et la dignité de l'homme en associant ces trois valeurs dont aucune ne peut être sacrifiée au nom de la réalisation des autres.

Qu'il s'agisse du Sahel, de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique Centrale ou de l'Afrique du Nord, les crises et conflits en cours – sont tous des crises et conflits qui mettent en cause la sécurité au sens large, c'est-à-dire aussi la paix et la démocratie.

L'une des crises majeures que vit le continent africain aujourd'hui, est le conflit actuel au Mali, un conflit qui aura inmanquablement de très grandes conséquences sur l'ensemble de la région sahélienne.

Depuis le 17 janvier 2012, début des opérations militaires dans le Nord du Mali, des groupes Salafistes ont instauré un régime d'une extrême violence, physique et morale, auquel n'échappe aucune catégorie de la population. Ils ont détruit des mausolées ayant une forte charge symbolique pour le Mali et ont soumis des franges sensibles de la population des régions conquises (les jeunes et les femmes notamment) à des pratiques inacceptables dans le contexte mondial actuel.

Cela est doublement condamnable, d'abord parce qu'il est, prétendument, fait au nom de l'Islam, une religion de paix et de tolérance ; ensuite, et c'est là un point d'une extrême gravité, ces pratiques étranges et obscurantistes, sont importées, soit disant au nom de l'Islam, par des ignorants, dans une des régions les plus anciennement islamisées d'Afrique, une région de tradition Sunnite, Malékite et presque entièrement soufie.

Cette situation est le résultat de plusieurs facteurs dont certains étaient connus depuis longtemps.

- Il y a d'abord la mauvaise gouvernance dont le Sahel dans son ensemble a été victime au cours des quarante dernières années, même s'il y a eu quelques

acquis en matière de démocratie, mais ces acquis sont formels, superficiels et donc fragiles.

- L'Etat de droit en particulier est resté sous les menaces de l'hypertrophie du Pouvoir présidentiel qui gomme toute séparation des Pouvoirs. Le socle constitutionnel lui-même est rogné par des manipulations et coups de force (coups d'Etat) multiples, notamment lorsqu'il s'agit de prolonger les mandats présidentiels, les fraudes électorales répétées, la manipulation des fichiers électoraux, l'utilisation massive des moyens de l'Etat dans les campagnes.
- En matière de liberté, les citoyens sont restés otages du Pouvoir: absence de transparence dans l'attribution des marchés publics, absence de neutralité de l'Administration, restrictions des libertés, écoutes téléphoniques systématiques...
- Le système judiciaire est resté dans un état piteux : faiblesses des cours constitutionnelles, des cours suprêmes et autres, des institutions souvent squelettiques, finalement l'absence d'un véritable Etat de droit ...
- C'est dire que pour l'essentiel, ces régimes d'ascendance militaire, pour qui l'habit démocratique demeure toujours trop grand et qui continuent à sévir, sont restés autoritaires et même autoritaristes, accaparant tout le pouvoir politique et économique. La transparence demeure très limitée, voire inexistante aussi bien dans le domaine électoral qu'en matière de gestion des ressources financières et économiques, notamment les ressources minières et halieutiques; la corruption et le népotisme sont malheureusement la règle et font toujours des ravages.
- Cette situation a contribué à accroître la paupérisation d'une population qui, faute de moyens de subsistance et de perspectives lisibles, a afflué vers les grands centres urbains où certains éléments de ses franges les plus vulnérables ont pu céder aux appels d'organisations criminelles : narcotrafiquants, terroristes, trafiquants d'armes, de cigarettes et même d'êtres humains, otages et immigrants. Ainsi le Sahel est devenu cette zone grise, hors la loi et hors de tout contrôle où toutes les ambitions mafieuses peuvent s'exprimer en se proclamant d'un islam usurpé aussi bien que dénaturé.
- L'introduction dans cette zone de ce courant que je qualifie d'anti-islam aux pratiques jusqu'ici inconnues dans la région, courant dont la violence et les méthodes trouvent leurs sources dans un amalgame politico-idéologique qui se sert de l'Islam en piétinant ses valeurs et ses méthodes. En effet le texte sacré du Coran proclame « pas de contrainte en religion ».
- Cette situation est le résultat de la faillite des régimes, de l'échec des politiques de développement, de l'effondrement du système judiciaire, du naufrage du système éducatif qui a jeté dans la précarité et le chômage des dizaines de milliers de jeunes qui sont devenus des proies faciles pour les groupes terroristes et criminels.

- La décennie qui vient de s'écouler a enregistré les guerres en Irak, en Afghanistan, l'absence de toute solution pour le problème palestinien ; autant de problèmes qui ont, vraisemblablement, nourri les frustrations et constitué des accélérateurs de la dégradation de la situation au Sahel.

Le conflit du Mali affecte les pays du Sahel qui sont, dans leur ensemble, concernés, de près ou de loin. Sa gravité exige une grande attention par rapport à quatre objectifs essentiels entre autres :

- ✓ Limiter, à tout prix, la durée de la guerre pour ne pas affecter durablement la paix, la stabilité, voire la pérennité de certains Etats de la sous-région.
- ✓ Empêcher son extension aux pays voisins, en particulier les Etats les plus exposés
- ✓ Combattre l'« ethnicisation » de ce conflit qui s'est manifestée, de multiples façons et qui pourrait conduire, si elle n'était rapidement jugulée, à de dangereuses tensions, exactions, violences et contre violences dans l'avenir.
- ✓ Faire obstacle, quelle que soit l'issue du conflit, à l'installation durable dans cette région de l'extrémisme et de la violence qui sont aux antipodes de l'Islam qui est tolérance, respect de l'autre et qui a profondément marqué les us et coutumes de la région.

Notre Parti, Le Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD), a toujours été et demeure profondément attaché à l'intégrité territoriale et à l'unité politique du Mali frère avec lequel la Mauritanie partage une frontière de près de 2300 km, ainsi que des liens de tous ordres, humains, sociaux, culturels et économiques. C'est pourquoi nous appelons de tous nos vœux à un dialogue entre toutes les forces politiques et sociales au Mali afin que ce pays frère dont le prestige et le rayonnement ont marqué depuis plus de six siècles l'ensemble de notre sous-région et au-delà trouve la stabilité et reprenne sa marche sur le chemin de son développement et de son bonheur.

Par ailleurs, l'ensemble de notre sous région demeure confronté à des défis multiples, singulièrement l'exigence d'une démocratie véritable impliquant l'ensemble des citoyens comme partie prenante dans la gestion de la cité et dans la définition et la préparation d'un avenir commun où règne la justice, la distribution équitable des ressources économique et le respect des libertés individuelles et collectives, en somme un Etat de droit dans lequel le citoyen est sujet et non objet, dans lequel le citoyen est participant et non victime ; cette approche repose principalement sur la lutte que mènent les forces démocratiques et les organisations de la société civile.

Son succès dépend aussi de l'appui que peuvent lui apporter ceux qui, sur le plan international, souhaitent l'émergence d'une Afrique réellement démocratique, débarrassée des agissements d'une petite minorité qui maintient la majorité de la population dans la pauvreté et la jeunesse dans l'ignorance, ne lui offrant comme perspectives que l'émigration clandestine ou l'enrôlement dans les réseaux criminels - terroristes.

Le terrorisme tel qu'il se manifeste au Sahel et ailleurs nécessite une action conjuguée entre tous les partenaires concernés. Cette concertation doit prendre en considération quelques questions fondamentales dont :

- Une vigilance de tous les instants en matière de sécurité tout en évitant l'amalgame pernicieux et la stigmatisation.
- De larges débats en vue de démystifier les bases idéologiques, somme toute primaires, de l'extrémisme religieux et autre.
- L'importance accordée à l'intégration d'une jeunesse urbaine en désarroi, prise en otage, victime, entre autres, du chômage, du manque de vision, de la mauvaise gouvernance et autres politiques inappropriées.
- Une véritable politique de développement visant l'amélioration des conditions de vie des populations mettant fin à l'exclusion et l'ostracisme
- Une volonté affirmée pour trouver une solution définitive et équitable à la question palestinienne.

L'IS doit s'impliquer résolument dans la recherche de solutions à ces questions en engageant une réflexion approfondie sur ces différents thèmes dans un esprit de dialogue et pour dégager des solutions de nature à favoriser l'émergence d'une vraie démocratie afin de mettre le Sahel sur les chemins de la Paix et du bien-être des peuples.

Le rôle historique d'avant-garde de l'IS doit se manifester dans ce dossier brûlant pour contribuer à l'apaisement, au dialogue et finalement à l'avènement de la paix, de la stabilité et du développement.

Je vous remercie